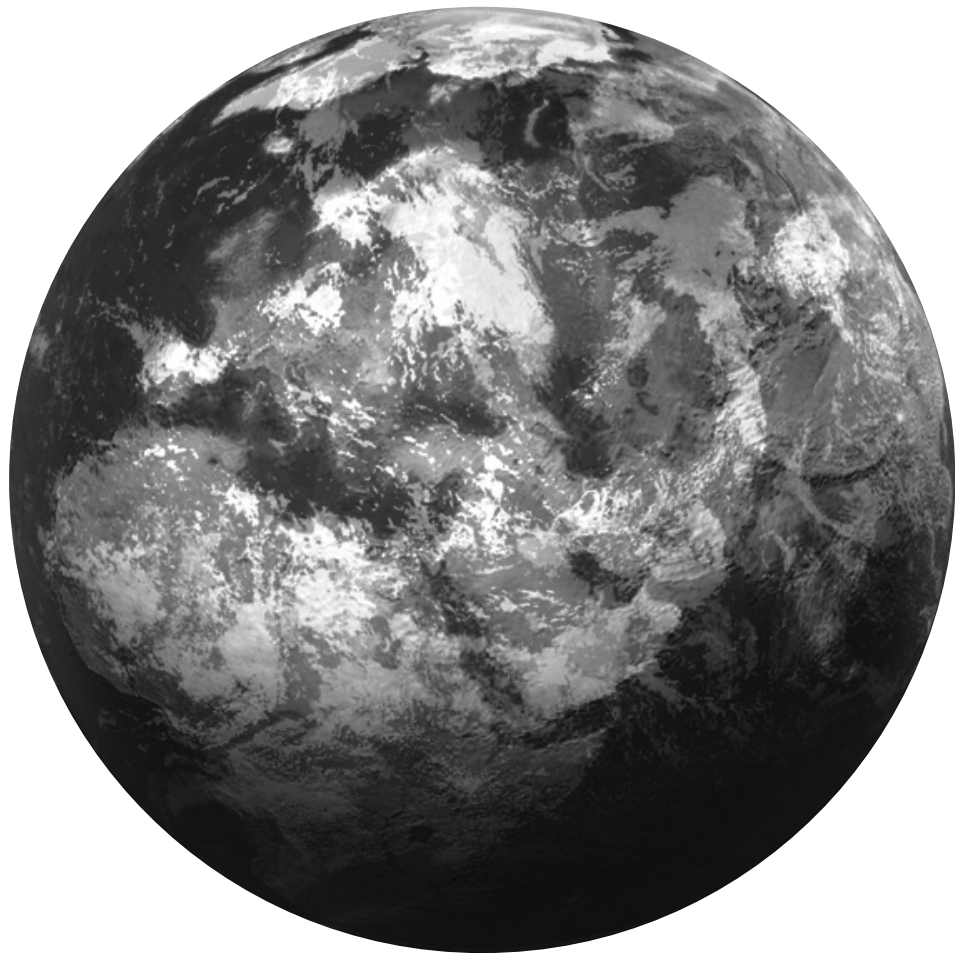


Planète Verte



Automne 2014 **Planète Verte**
LE JOURNAL DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE
D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS



Sommaire

Afrique 4

- Quelle gestion des déchets
dans les grandes villes d'Afrique ?

Amérique latine 9

- Elections présidentielles en Colombie :
8,28 % pour le candidat Vert, Enrique Peñalosa

Asie 12

- Inde Modi

Maghreb 15

- L'Algérie à l'heure du choix

Moyen-Orient 18

- Irak, Syrie, contribution de Frédéric Sarkis
- Israël veut-il la paix ?
- Rencontre entre membres de la Commission Transnationale
et représentants de la Fédération des Associations
des Kurdes syriens en France

Russie / Ukraine 26

- De la crise ukrainienne 2

LA GUERRE NE DOIT PAS ÊTRE NOTRE MYTHE DE LA CAVERNE

Irak, Syrie, Ukraine, Mali, Centre Afrique, Palestine, Libye, Soudan, etc., l'horreur remplace l'horreur et les médias nourrissent nos amnésies. À l'ère de l'anthropocène, la tectonique des guerres secoue le monde, soulignant dramatiquement combien notre modèle de développement est intenable et criminel.

Car, en tant qu'écologistes, nous savons bien que derrière le terrorisme, les luttes confessionnelles, il n'y a pas un soi-disant choc des civilisations. Il y a des dictatures corrompues, ayant détourné à leur profit les mannes des ressources énergétiques, ayant écrasé leurs populations et minorités, avec la complicité des anciennes grandes puissances. Il y a une concurrence économico-politique exacerbée par la crise des pays occidentaux, l'émergence des Brics, sur fond de désastres environnementaux et de réchauffement climatique.

Tels des pompiers pyromanes, les puissances occidentales réagissent au coup par coup lorsque les menaces sont trop fortes, sans stratégie autre que militaire : comment résoudre des effets si l'on refuse d'analyser les causes ? Si rien ne doit changer ensuite. Si doit continuer la diplomatie des marchés, chère à notre ministre des Affaires Étrangères. D'ailleurs, celui des armes, vendu au gouvernement indien, par exemple, ne peut-il booster la croissance moribonde ?

Comment donner confiance aux peuples si la démocratie semble fluctuer selon des intérêts inavoués ? À Gaza, triste exemple, et en Palestine, où le droit international n'est pas respecté. Et que dire des théocraties pétrolières du Golfe ? Qui embauchent des quasi-esclaves, oppriment les femmes, torturent, et décapitent ? S'il est important de devenir indépendant du gaz de l'autocrate Poutine¹, ne serait-il pas indispensable de l'être aussi de leur pétrole et de leurs fonds spéculatifs.

L'urgence est dans la transition énergétique, principalement par la sobriété², voire la transition écologique, seule à même de mettre fin, avec l'instauration de « vraies » démocraties, à d'autres guerres, celle des ressources, qui s'étend aujourd'hui à la terre et à l'eau.

On en est loin ? Oui, et non. Les pays où nous avons exporté notre développement n'ont pas les moyens ni les infrastructures historiques de compenser les problèmes environnementaux qu'il provoque et qui s'accroissent. Les mégapoles africaines, par exemple, confrontées aux problèmes des déchets, devront les résoudre grâce aux mobilisations des habitants et à un renouveau démocratique, en particulier territorial et local. Pour nombre d'opposants politiques des pays « pauvres » (ou dominés), les atteintes à l'environnement et à la santé (pollutions de l'eau, des terres, désertification, perte des ressources halieutiques, etc) deviennent si catastrophiques que l'écologie n'apparaît plus comme un combat mineur, comme un luxe des pays développés.

En Algérie, les populations se mobilisent aussi contre des sources d'énergie qu'on leur présente comme un progrès : le gaz de schiste refusé ici, exporté là-bas.

En Afrique de l'Ouest, des organisations paysannes prennent de l'ampleur et résistent à l'accaparement des terres et 'aux APE que veut leur imposer l'UE. En Colombie, les paysans avaient bloqué des routes pour les mêmes raisons. Aux élections de juin, le parti Vert, a obtenu un résultat en demi-teinte, mais devrait continuer à se développer dans un pays qui a, enfin, voté pour la paix.

L'écologie gagne du terrain, elle doit servir à gagner la paix : la guerre est toujours un échec.

Françoise Alamartine
responsable de la commission Transnationale

QUELLE GESTION DES DÉCHETS DANS LES GRANDES VILLES D'AFRIQUE ?

**Compte-rendu de la réunion
du groupe Afrique EELV
du 05/05/2014**

La réunion s'est concentrée sur la question du traitement des déchets dans les grandes villes africaines, suite à l'intervention de Ruffin Mpaka sur le cas d'espèce de Kinshasa. Elle entendait aborder ce que EELV peut faire au cas par cas et de façon plus générale, pour contribuer à améliorer la situation environnementale en Afrique conjointement à l'action du parti en France et en Europe.

Présent-es :

Emmanuel Bailles, Benjamin Bibas, Régis Essono, Florence Faurie-Vidal, Constantin Fedorovsky, Mathieu Gobin, Juliette Hosten, Agnès Joignerez, Gilles Kleitz, Philippe Lambert, Frédéric Maintenant, Ruffin Mpaka, Paul Tsouares.

Excusés :

Malik Koné, Denis Vène.
Principaux intervenants :
Benjamin Bibas

Documentariste,
co-responsable groupe Afrique EELV
benjamin.bibas @ noos.fr
Mathieu Gobin

Collaborateur de l'association Etc Terra
m.gobin @ etcterra.org
Gilles Kleitz

Responsable du pôle Biodiversité à
l'AFD ,2010 /2012, puis membre du ca-
binet de Pascal Canfin, ministre délégué
au Développement (2012-2014)
gilles.kleitz @ gmail.com

Ruffin Mpaka

Animateur du groupe Afrique des Verts
1997/2006, député national de RD
Congo 2006 /2011, district du Bas-
Congo limitrophe de Kinshasa.
ruffinmpakaa @ yahoo.fr

Paul Tsouares

Agriculteur congolais (Congo-Brazza-
ville), un des principaux animateurs de
la Foire du terroir du Bouenza
tsouares @ gmail.com

RUFFIN MPAKA

Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, est une ville d'environ 10 millions d'habitant/es, comportant 24 communes étalées sur environ 100 km de long au bord du fleuve Congo.

Depuis 2010, l'Union européenne a mis en œuvre des moyens pour évacuer les montagnes d'immondices qui recouvrent ses rues dans des décharges géantes à l'extérieur de la ville. Ces déchets très souvent plastiques rendent les rues impraticables et la terre infertile, ce qui est très problématique dans une ville comme Kinshasa où l'agriculture urbaine compte dans l'alimentation des habitant/es. De nombreux animaux (chèvres, moutons...), souvent sources de revenus pour les habitant/es, meurent également de l'ingestion de sacs plastiques. Enfin, la prolifération des déchets engendre des problèmes sanitaires et le développement de maladies comme le paludisme ou la fièvre typhoïde.

Aujourd'hui, l'enfouissement des déchets est possible dans quelques communes de Kinshasa, les communes « urbano-rurales » les plus éloignées du centre-ville : Nsele, Kimbanseke, Ndjili, Mont Ngafula... Dans les autres communes, les ménages paient environ 15 euros par mois pour faire évacuer leurs déchets par des bennes ambulantes qui ressem-

blent à des pousse-pousse. Ces déchets sont alors déversés dans les rivières environnantes, ce qui ne fait que repousser le problème un peu plus loin.

Un système complet de gestion des déchets peut être envisagé, comprenant la collecte par rue, les centres de tri par quartier et les installations de traitement. Une solution de proximité efficace consisterait à mettre en place un tri des déchets ménagers vers trois destinations : compost, incinération, recyclage. Cela peut être réalisé très simplement, avec un système de péage impliquant un préposé municipal par rue pour la collecte.

GILLES KLEITZ

Responsable du pôle Biodiversité à l'AFD entre 2010 et 2012, Gilles Kleitz a ensuite été membre du cabinet de Pascal Canfin, ministre délégué au Développement (2012-2014). L'aide publique au développement française n'est pas très active en matière de traitement des déchets, alors que c'est bien sûr une problématique majeure, notamment dans les villes africaines. Et, quand elle existe, c'est le plus souvent au profit de grandes entreprises françaises qui en bénéficient en exportant dans les quartiers les plus bourgeois des villes africaines leurs modèles industriels centralisés, avec une prise en charge financière centrée sur l'utilisateur. Ces modèles nécessitent de plus de gros investissements capitalistiques dans le traitement des dé-

chets en aval, et ne valorisent pas du tout la capacité sociale d'organisation des quartiers. Or des modèles de traitement décentralisés et autogérés directement par les quartiers, associant organisation sociale, innovation financière et faibles investissements capitalistiques peuvent sans doute rencontrer des succès plus durables en Afrique, par exemple dans des grandes villes comme Kinshasa ou Bamako. La question est donc : quelle politique spécifiquement écologique peut-on proposer pour la gestion des déchets en Afrique ?

MATHIEU GOBIN

Etc Terra mène des actions pour concilier dynamisme économique et préservation du capital naturel dans les territoires ruraux des pays du Sud. En Afrique, elle a mis en place, avec l'association Gevalor <http://www.gevalor.org/>, plusieurs projets de coopération Nord-Sud liés à la gestion des déchets :

- ✘ **Africompost** : Valorisation des déchets organiques municipaux en compost, pour améliorer la gestion des déchets et développer l'agriculture locale péri-urbaine dans 6 villes d'Afrique. Les plateformes de tri et compostage, traitant 5 000 à 10 000 t de déchets ménagers par an, sont en cours de développement à Mahajanga (Madagascar), Lomé (Togo) et Dschang (Cameroun). La démarche a également été initiée à Dar es Salaam (Tanzanie) et Bouaké (Côte d'Ivoire). Financement AFD (500 000 €) et Fonds

français pour l'environnement mondial ou FFEM (1 million d'€).

- ✘ **Re-sources** : Plateforme d'échanges et de capitalisation des bonnes pratiques initiée par onze partenaires du Nord et du Sud (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Haïti, Île Maurice, Togo), en vue d'agir pour l'amélioration de la gestion des déchets solides, la protection de l'environnement et une insertion économique des populations vulnérables. Basée à Ouagadougou.

Ces projets partent d'un constat : l'approche « bottom-up », où les habitant/es identifient et commencent à traiter leurs problèmes de déchets au niveau du quartier est nécessaire mais insuffisante. On voit souvent naître un petit collecteur informel, puis une plateforme de valorisation des déchets à l'échelle du quartier... mais que se passe-t-il ensuite si la municipalité ne se saisit pas du problème ? Ce qui manque le plus souvent, c'est une volonté politique d'améliorer la gestion des déchets, avec notamment la mise en place d'un schéma directeur à l'échelle d'une commune ou d'un groupe de communes.

Techniquement, la gestion des déchets dans les villes du Sud est souvent organisée en 3 étapes :

- ✘ La pré-collecte, réalisée par des pré-collecteurs informels des maisons ou de la rue vers les dépôts de quartier
- ✘ La collecte, évacuation des déchets des dépôts de quartiers vers les décharges
- ✘ Le traitement, qui comprend une variété de solutions, de l'in-

Afrique

6

cinération des déchets à leur rachat par des industries (cimenteries, fonderies, etc.)

Le plus souvent en Afrique, la collecte n'est organisée que dans les quartiers planifiés les plus nantis. Dans les grandes villes comme Dar es Salaam par exemple, il existe une décharge pour 5 millions d'habitant/es. Celle-ci est souvent éloignée de plusieurs dizaines de kilomètres du centre-ville, la collecte génère donc beaucoup d'émissions de CO₂. Et dans les villes qui commencent à mettre en œuvre des politiques à la hauteur des enjeux, comme à Dschang au Cameroun, la gestion des déchets représente le deuxième poste budgétaire.

Face à cette réalité, il faut une pression citoyenne pour précipiter la décision politique municipale d'allouer un budget plus conséquent à la gestion des déchets. Ce budget spécifique a toutes les chances d'être efficace s'il finance essentiellement une agence dédiée, comme en Côte d'Ivoire avec l'ANASUR (Agence Nationale de Salubrité Urbaine) ou au niveau de la ville par exemple à Dschang avec la création prochaine d'une Agence Municipale de Gestion des Déchets (AMGED) qui disposera de son propre budget et de ses propres moyens. Le Cameroun a même mis en place une délégation de service à une entreprise privée du pays, Hysacam, pour gérer les déchets dans les dix plus grandes villes du pays. Mais quelle fiscalité locale pour financer ce budget ? Taxe sur l'électricité ? sur les entreprises ? sur le revenu ? Toutes

ces options et d'autres encore peuvent être examinées. Par ailleurs, quelle gestion foncière pour créer des dépôts, des décharges, des centres de traitement le plus proches possible des aires urbanisées ? Un centre de valorisation des déchets prend en effet 0,5 ha dans la configuration idéale. Même si les villes africaines sont en général peu denses, comment sécuriser le foncier nécessaire en zone urbaine ? Enfin, vu les dégâts mortels pour la faune et pour la flore qu'ils infligent dans toutes les villes d'Afrique, il est sans doute urgent d'obtenir l'interdiction des sachets plastiques de faible épaisseur.

Il faut aussi un minimum de compétence technique, le secteur des déchets est un peu complexe et un assistant technique (bureau d'études reconnu) n'est pas du luxe, surtout dans une ville d'un million d'habitant/es ou plus.

Les institutions publiques locales doivent en priorité maîtriser, via la formalisation d'un schéma directeur :

✘ la cartographie des flux de précollecte et collecte qui garantissent le minimum de consommation de carburants

✘ le foncier pour les décharges mais aussi les sites de transferts qui peuvent si la superficie le permet devenir des centres de tri et valorisation (conditionnement des recyclables, compostage...)

✘ la formalisation des lots de précollecte et collecte au travers de contrat de délégation de service public, et une harmonisa-

tion des redevances aux précollecteurs permettant d'assurer une équité sociale : les quartiers aisés peuvent payer 15-20€ avec un service de collecte municipale, les précollecteurs récupèrent un montant plus faible pour financer la précollecte dans les quartiers modestes vers des sites de transfert (ce montant varie en général entre 500 et 2 500 FCFA par ménage par mois selon la taille du ménage).

Dans les villes africaines, les déchets sont une des premières préoccupations des habitant/es, avec l'eau et la sécurité. Si la pression populaire se conjugue à l'action publique, on peut donc obtenir des résultats. Par exemple le maire de Ouagadougou, Simon Compaoré (récent opposant à son homonyme le président du Burkina-Faso Blaise Compaoré), a fait des déchets une priorité essentielle de sa gestion municipale. Il a instauré une politique de précollecte en porte-à-porte, en lien avec des associations de femmes qui nettoient les rues de la capitale burkinabè. Et dans les décharges, il existe aujourd'hui des centres de compostage, de broyage du plastique dur, de récupération des sacs plastique.

RUFFIN MPAKA

C'est vrai que l'initiative des habitant/es est nécessaire mais loin d'être suffisante. Dans la commune de Ndjili à Kinshasa, il y a quinze quartiers comportant chacun une vingtaine de rues. A hauteur d'un préposé par rue, on pourrait donc s'en sortir avec en-



*Rue jonchée de déchets dans la commune de Limete (Kinshasa);
Photo : Benjamin Bibas.*

viron 300 préposés municipaux à la pré-collecte dans une commune de cette taille, ce qui créerait déjà 300 emplois par commune, soit environ 7 mille emplois autofinancés pour les 24 communes ; sans compter les emplois à créer dans les centres de tri et de traitement. Mais cela ne suffit pas : au-delà de la pré-collecte, un investissement à l'échelle de la ville est nécessaire pour la collecte systématique et le traitement.

En l'absence de démocratie hélas, les gouvernants ne sont redevables que de ceux qui les nomment. L'amélioration de la démocratie et notamment de la démocratie locale est donc indispensable en Afrique pour mettre la pression sur les gouvernants au sujet des déchets et précipiter ces investissements nécessaires. Pour accélérer le processus dans la ville-province de Kinshasa, peut-être pourrait-on mettre en place une coopération avec une

grande ville française dont un/élu/e Vert/e serait chargée de l'environnement, par exemple Paris ? L'AFD a un accord de coopération pluriannuelle avec l'agence d'urbanisme de Kinshasa, un cadre pourrait donc être trouvé assez facilement pour une telle coopération.

BENJAMIN BIBAS

Si on doit faire une synthèse de ces échanges, il semble que l'on pourrait appeler écologiste une politique de gestion des déchets :

- ✘ qui implique les habitant/es des quartiers dans des systèmes de pré-collecte autogérés et créateurs d'emplois ou du moins d'activité rémunérée
- ✘ qui met en place des systèmes élaborés de tri dès la collecte (au niveau de la décharge)
- ✘ qui, à l'étape du traitement, maximise le recyclage des déchets triés

✘ qui, à chaque étape, minimiserait les consommations et les émissions de CO₂.

La première étape a une réalité en Afrique, mais elle pourrait aussi en avoir bientôt une en France lorsqu'on considère par exemple la mobilisation des biffins à Paris et dans les communes du Nord-Est parisien. C'est le rôle du politique, et singulièrement de partis écologistes, d'arriver à faire le lien entre les mobilisations spontanées des habitant/es conjuguant activité économique des précaires et amélioration environnementale d'une part, et l'action des institutions élues d'autre part.

Pour que notre réflexion collective ait un impact, elle devra être transmise à la FEVE et notamment aux élu/es en charge de coopérations décentralisées.

MATHIEU GOBIN

Dans ce contexte, EELV pourrait mener deux types d'action sur les déchets :

- ✘ Appui aux plaidoyers des partis verts et organistes écologistes en Afrique – il serait par exemple utile que des élus de la FEVE (Fédération des élu/es Vert/es et écologistes) française rencontrent plus souvent leurs homologues de la FEVA (Fédération des élu/es Vert/es africain/es) basée à Ouagadougou
- ✘ Action auprès des bailleurs internationaux (UE à Kinshasa, Banque mondiale à Dar es Salaam, AFD à Antananarivo...) pour promouvoir auprès d'eux des solutions écologistes pour la gestion des déchets. Ces bail-

Afrique

8



Mama Déchets

leurs sont en effet présents dans les grandes villes avec la priorité à un minimum de salubrité. La Banque Mondiale intervient surtout sur des projets de décharge aux normes occidentales, et les initiatives locales informelles ou non sont souvent peu considérées, notamment la valorisation au niveau de dépôts/sites de transfert qui engendrent des emplois et le réusage/recyclage de matériaux qui sinon finissent en décharge ou dans des dépôts sauvages non contrôlés.

Comme pour beaucoup de sujets en Afrique, difficile d'évoquer les avancées écologiques, la priorité étant la bonne gouvernance et la gestion maîtrisée. Il s'agit avant tout de transparence des budgets pour éviter les fuites, de démocratie locale et participative (acceptation des centres de tri dans les quartiers, acceptation de la redevance formalisée...). Bien sûr l'emploi est un très gros sujet aussi, les informels font souvent un boulot très ingrat, les valoriser

et les payer correctement (soit le smic local) permet de créer des vocations et de pérenniser les emplois pour améliorer le processus et aller plus loin, notamment dans la valorisation qui nécessite plus de compétence et de rigueur. Après cette base, on pourra approfondir sur la valorisation des produits, l'intérêt du compost.

PAUL TSOUARES

Je suis citoyen du Congo-Brazzaville. Dans ce pays dont on connaît pourtant les problèmes de gouvernance, quatre priorités viennent d'être fixées par le gouvernement : développement de l'industrie, construction des infrastructures, gestion durable de l'espace agro-pastoral, gestion durable de l'espace forestier. Au-delà des déchets, c'est donc toute la question environnementale qui est en train d'être prise en compte par les gouvernements africains dans les priorités de développement.

GILLES KLEITZ

D'une façon générale nous devons à mon sens renforcer la dimension environnementale de nos positions sur l'Afrique. Il s'agit en effet d'une bonne entrée, visible, très concrète, liée à la démocratie locale et à la justice sociale, enfin une question qui devient centrale dans les problèmes quotidiens rencontrés par les Africain/es. Nous devrions notamment être attentifs à deux enjeux majeurs :

✘ Quelle réglementation française et européenne pour les entreprises qui opèrent sur le foncier, les ressources forestières et agricoles, les mines, la pêche, etc. en Afrique ? L'augmentation de nos critères de responsabilité sociale des entreprises (RSE) doit être un objectif affirmé, alors que la croissance africaine actuelle, avec son rythme de 8 à 10 % par an dans certains pays, est très consommatrice de ressources biologiques et des écosystèmes et n'est absolument pas durable ;

✘ Dans cette perspective, quelle politique de coopération juridique et légale entre l'Europe et l'Afrique ? L'Afrique est en effet le continent où l'on pille le plus car c'est celui où le système politique et juridique est le plus faible, où donc les droits des citoyens en matière de propriété et gestion de leurs ressources sont les moins protégés.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN COLOMBIE : 8,28 % POUR LE CANDIDAT VERT ENRIQUE PEÑALOZA

Le premier tour des élections présidentielles en Colombie, le 25 mai 2014, a laissé un goût doux-amer au parti Vert colombien. Renommé « Alianza Verde » depuis la décision en 2013 de s'unir avec le « Movimiento Progresistas » de l'ex-leader de la guérilla dissoute (en 1990) du M-19, Antonio Navarro Wolf (aujourd'hui sénateur Vert) et du maire de Bogota, Gustavo Petro (également ancien du M-19, élu maire en 2012 après avoir été le candidat du Pôle Démocratique Alternatif (gauche) à la présidentielle de 2010, arrivé quatrième avec 9,14 % des voix.

En effet, leur candidat, l'ex-maire de Bogota, Enrique Peñaloza, a obtenu 8,28 %, plus d'un million de voix sur 13 millions de votants, avec une participation de seulement 40 % des inscrits. En valeur absolue c'est l'un des meilleurs scores jamais obtenu par un-e candidat-e Vert-e à une élection présidentielle. De plus, Alianza Verde a obtenu de bons résultats lors des élections parlementaires du

9 mars, avec 3,9 % des voix et 6 députés (dont 4 femmes) à la Chambre des Représentants (contre 3 en 2010) et avec 3,9% des voix et 5 sénateurs (dont une femme) au Sénat (contre 4,9 % et 5 sénateurs en 2010). Ajoutés à la trentaine de mairies, à ses centaines de conseillers municipaux, ces résultats montrent la rapide implantation d'un parti apparu récemment sur une scène politique nationale en pleine mutation. Après une quasi disparition, puis nombre de changements structurels, le Partido Verde, créé par Ingrid Betancourt en 1999, désormais Alianza Verde, a été admis à la Fédération des partis Verts des Amériques dont il est devenu l'un des acteurs principaux.

Mais l'appréciation de ce score de 8,28 % est mitigé car lors de l'élection de 2010, l'ex-maire de Bogota, Antanas Mockus, avait atteint 21,49 %, porté par une « ola verde » pleine d'enthousiasme (surtout parmi les jeunes et les intellectuels). Présent au 2ème tour, face au candidat de centre-droit Juan-Manuel Santos, ministre de la Défense de l'ex-président de droite Alvaro Uribe,

ayant obtenu 46,68 % au premier tour.

C'était la première fois qu'un-e candidat-e Vert-e obtenait un tel score et se qualifiait pour le second tour d'une présidentielle (il a été imité peu après, en octobre 2010, par Marina Silva, la candidate du Parti vert Brésilien, qui a obtenu 19,33 % au premier tour sans pouvoir participer au second, puis par le Finlandais Pekka Haavisto, avec 18,8% au premier tour et 37,4% au second, en 2013).

Même si Antanas Mockus avait été largement battu avec 27,47 %, la « vague verte » avait fortement marqué la politique colombienne, traditionnellement verrouillée depuis plus d'un siècle et demi par l'éternel duopole corrompu et discrédité des partis Conservateur et Libéral. A l'aune de l'espérance d'alors, le score d'Enrique Peñaloza apparaît comme un essai non transformé.

D'autant qu'il n'est arrivé qu'en 5ème position, loin derrière 3 candidat-es de droite, le président sortant, celui soutenu par l'ex-président Uribe et une conser- ➤

Amérique latine

10

vatrice ainsi que derrière la candidate de gauche (Pôle Démocratique Alternatif), qui a obtenu le bon score 15,23 %¹.

Or, jusqu'en Mars, des sondages prédisaient à Enrique Peñalosa une présence au second tour avec un score de 18 %, voire même une éventuelle victoire au second tour. Comme en 2010, le poids des réseaux économiques, du clientélisme, du paramilitarisme dans certaines régions a été sous-estimé.

Autre élément important certainement : ce scrutin présidentiel s'est de plus en plus apparenté à un référendum pour ou contre les négociations de paix avec les FARC, lancées par Juan Manuel Santos à La Havane (Cuba) en 2012 (tout en refusant un cessez-le-feu). Elles rompaient avec la politique de la « main dure » de son ex-mentor Alvaro Uribe, aujourd'hui sénateur, qui, refusant cette politique d'ouverture, avait créé un autre parti. La polarisation du scrutin sur ces négociations a minoré l'argumentation d'Enrique Peñalosa sur la nécessité d'une réforme agraire, de la justice sociale, de l'aide aux défavorisés en matière de santé et d'éducation et de développement durable et de protection de l'environnement. D'autant plus que sur cet thème central l'Alianza Verde apparaissait seulement comme l'une des composantes du camp du « pour » qui incluait tous les autres candidats, hormis celui d'Uribe. Tous partageaient l'analyse que pour mettre fin à un conflit ayant entraîné quelques

600 000 morts et 5 millions de réfugiés, des négociations sans cessez-le-feu étaient nécessaires².

Tous ces candidats s'accordaient aussi pour affirmer que l'accord de paix ne devait pas se faire au détriment de la justice, de la vérité et de la réparation pour toutes les victimes. Ce qui est complexe comme l'ont démontré les accords de démobilisation des paramilitaires toujours inaboutis, ainsi que la loi « pour les victimes et la restitution des terres » initiée par Santos. Selon Alianza Verde, « la paix ne peut être atteinte dans l'impunité, mais pas non plus sans générosité ». Ces candidats s'accordaient par ailleurs pour refuser toute naïveté face aux FARC, et reconnaître, (au moins en paroles dans le cas d'un Juan Manuel Santos, très critiqué sur ce point), que sans la résolution des problèmes de fond, de réforme agraire, de restitution des terres et de justice sociale, la violence, la persécution des défenseurs des droits de l'Homme et des syndicalistes perdureraient car les guérillas sont loin d'être les seuls acteurs de la violence : les paramilitaires, les narco-trafiquants et d'autres bandes criminelles organisées, notamment par l'industrie minière illégale, y prennent une part prépondérante.

On ne peut cependant pas nier qu'Alianza Verde a aussi payé, malgré une sympathie réelle (dont témoigne le ralliement d'une célèbre journaliste, Claudia Lopez, élue sénatrice verte) son identité politique mal définie et

ses errements internes. S'y ajoute la personnalisation du politique avec l'apparition de candidats « indépendants » des partis traditionnels (Ingrid Betancourt en ayant été l'incarnation la plus spectaculaire). Leur électorat est alors volatile, sensible à la personnalité des candidats et peut conduire à un engouement massif comme dans le cas d'Antanas Mockus en 2011 aussi bien qu'à un succès d'estime comme pour Enrique Peñalosa en 2014.

D'autre part l'Alianza Verde, a un positionnement politique flou pour beaucoup de Colombiens. Elle se revendique du « centre », non « centriste » au sens européen, mais comme offre politique nouvelle et originale, fondée sur le paradigme écologiste, et distincte en cela du clivage droite/gauche historique. Cela lui permet de s'implanter dans le camp progressiste : deux des trois ex-maires de Bogota les ayant rejoints en 2009, très respectés pour leur probité et leurs réalisations, venaient des « indépendants ». De même le candidat à la vice-présidence, l'ex-maire de Medellin (2004-2007), gouverneur de la province d'Antioquia, Sergio Fajardo, qui dirige le petit mouvement progressiste « Compromiso Ciudadano ». Quant au troisième ex-maire de Bogota, Lucho Garzon, il venait du Pôle Démocratique Alternatif (gauche radicale), de même que beaucoup de membres du Movimiento Progresistas avec lequel le Partido Verde s'est allié en 2013 pour fonder l'Alianza Verde, comme le sénateur Antonio Navarro Wolf et le maire de Bogota, Gustavo Petro.

Amérique latine

11

Mais plus confusément, certains des candidats aux législatives provenaient du centre droit, d'autres de l'Union Patriótica (ancienne émanation civile des FARC), des membres de l'ancien parti d'Ingrid Betancourt, comme la députée Angelica Lozano, l'ex-sénateur libéral Luis Eladio Perez, ambassadeur de Colombie au Venezuela.

Ces origines diverses expliquent des dissonances étalées sur la place publique qui ont nui à la crédibilité du parti. La principale fut l'acceptation par la direction du parti du soutien du droitier et belliciste ex-président Alvaro Uribe à la candidature d'Enrique Peñalosa à la mairie de Bogota, fin 2011. Outré, Antanas Mockus avait démissionné, d'autres restant dans une opposition interne.

De plus, le positionnement vis-à-vis du président Juan Manuel Santos a été fluctuant : après son élection en 2010, le parti choisit de rester indépendant, avant d'intégrer la coalition de l'Unité nationale du président Santos, puis de s'en retirer en 2013, lors de son alliance avec le Movimiento Progresistas. De même, au lendemain du 2^{ème} tour, l'Alianza Verde a refusé d'appeler explicitement à voter pour J.M.Santos, malgré son appui aux négociations avec les FARC, au contraire de la candidate de gauche.

Il faut dire que les anciens Verts ou alliés des Verts comme Antanas Mockus ou Sergio Fajardo, qui restent proches et en contact, sont non moins fluctuants.

Il n'en reste pas moins qu'Alianza Verde existe déjà réellement en Colombie et garde un grand potentiel de développement.

RÉSULTAT DES COURSES...

Au deuxième tour, Juan Manuel Santos l'a emporté avec 50,95% des voix. Une victoire nette, mais pas un triomphe, qui le rend comptable de son action vis-à-vis de ceux qui l'ont soutenu pour le second tour. Il a d'ailleurs reconnu dans l'entre deux tours l'insuffisance de son action pour la justice sociale, la réforme agraire, la restitution des terres, la santé, l'éducation... Les actes suivront-ils de la part de ce patricien dont la famille contrôle un grand groupe de presse dont le principal quotidien « El Tiempo » et adepte du libéralisme

économique ? Il faudra certainement que s'exerce sur lui une pression constante, de la part des politiques et de la société civile.

Toutefois sa réélection laisse la porte ouverte à la poursuite des négociations de paix avec les FARC et même avec la deuxième guérilla marxiste du pays, l'ELN (2000 combattants), qui a annoncé début juin accepter l'ouverture de négociations. Ces accords de paix sont des conditions préalables pour le peuple colombien qui a tant souffert, et souffre encore.

Constantin Fedorovsky



Après les accords de libre échange signés avec l'UE, la loi colombienne interdit désormais aux paysans colombiens de garder leurs semences pour l'année suivante. Il doivent en conséquence acheter chaque année des graines certifiées à de grandes entreprises...

L'INDE MODI

Voilà une nouvelle qui ravira notre belle France, si fière de ses remaniements ministériels, de son camembert et de ses exportations d'armes : l'Inde est LE nouvel eldorado pour les entreprises de défense françaises. Ce sont Les Echos qui le disent. Alors, cocorico ? Tu parles Charles ! Si nos dirigeants politiques, actuellement « de gauche » il paraît (comme Emmanuel Macron ou Laurent Fabius - « je me marre... » comme disait Coluche) étaient capables de voir un peu plus loin que le bout de leur « croissance », ils ne devraient pourtant vraiment pas se réjouir trop vite. Mais bon, la « croissance » étant l'horizon indépassable de leur imaginaire énarchiste (pourtant un enfant de cinq ans, qui par définition n'a pas encore fait l'ENA, comprend très bien lui qu'une croissance infinie sur une planète aux ressources finies, c'est débile!), il convient d'applaudir avec eux (et avec Dassault, DCNS, Nexter, Safran, Thales et j'en passe) des deux mains lorsque la France devient le 3e fournisseur officiel de machines à tuer du Sous Continent, juste après les Etats-Unis et la Russie.

Sauf que, sauf qu'en dehors du fait, compréhensible également par un enfant de cinq ans mais pas par un énarque ou un journaliste des Echos, que se réjouir lorsque l'on vend des armes, c'est idiot, le profil du nouvel homme fort indien, qui va pouvoir faire joujou à la guéguerre avec toutes ces nouvelles machines achetées à l'étranger, n'a vraiment pas de quoi rassurer. Mais attention, pas de procès d'intention ni de mauvais esprit, non... juste quelques rappels pour un rapide voyage au sein de l'Inde Modi :

Narendra Modi est le Premier Ministre, donc le véritable chef d'après la Constitution indienne, de la « plus grande démocratie du monde » depuis mai dernier. Celui-ci a en effet remporté haut la main les élections avec le BJP (Bharatiya Janata Party) face au vieux parti du Congrès noyé dans ses accusations de corruption et dans la lassitude provoquée par les affres perpétuelles de la dynastie Nehru-Gandhi¹. Lors de ces législatives, qui se sont déroulées du 7 avril au 12 mai 2014, le Congrès, dont la campagne était dirigée par Rahul Gandhi, a réalisé le pire résultat de son histoire avec seulement 59 sièges obtenus sur les 543 que compte la Lok Sabha, l'assemblée nationale indienne, tandis que la liste dirigée par Modi se taillait la part du lion avec

336 sièges. Victoire nette et sans bavure donc, obtenue par les urnes et incontestable selon toutes les normes chères à nos démocraties représentatives.

Mais qui est vraiment le nouvel homme fort indien ? Lui dont le passé sulfureux ne cessait d'inquiéter un certain nombre de diplomates et de chancelleries à travers le globe, interloqués par le profil peu consensuel du futur Premier ministre indien, n'a eu de cesse pendant sa campagne de rassurer sur sa personnalité et son programme : non Narendra Modi n'allait pas mettre l'Inde à feu et à sang en poussant à la confrontation les différentes communautés indiennes. Non Modi n'était pas l'homme de L'Hindutva et de la suprématie hindou contre les musulmans et les autres minorités religieuses du Sous Continent. Non Modi n'était pas le politicien en grande partie responsable des émeutes sanglantes du Gujarat en 2002.

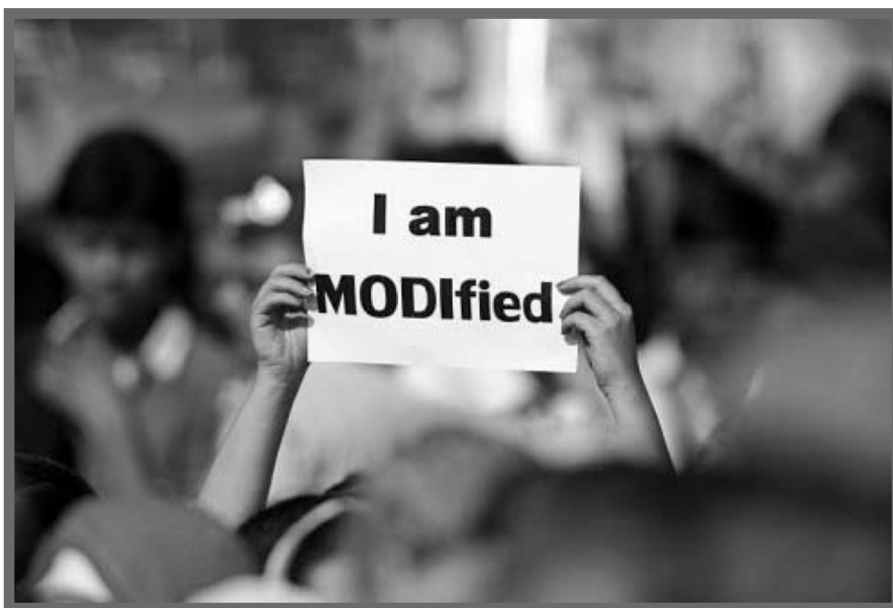
Narendra Modi, c'est l'homme du peuple, parti de tout en bas pour se hisser sur la plus haute marche du pouvoir indien, c'est l'homme de la success story économique du Gujarat (ministre en chef de cet état entre 2001 et 2014), c'est l'homme charismatique qui va de nouveau faire briller l'ensemble de l'Inde après avoir fait vibrer le Gujarat, bref c'est l'homme de la croissance, et ça, ça doit bien faire vibrer

d'envie notre Président « socialiste » français, son Premier ministre, son ministre des Affaires étrangères, son nouveau ministre rothschildien de l'austérité, et tout ce que la France compte d'obsédés de la croissance. Bah oui, l'Inde c'est une croissance qui se situe entre 7 et 9 % depuis le début des années 2000 et qui a continué à 8 % malgré la crise en 2008. Les économistes indiens tiraient la sonnette d'alarme au début de cette année parce qu'elle atteignait alors à peine... 5 %. On comprend donc qu'elle fasse baver d'envie nos énarquistes français. Et il est estimé que dans les années à venir, l'Inde dépensera plus de 80 milliards de dollars pour sa Défense. Bref, Modi est notre nouvel ami. Celui qui dit le contraire n'est pas « de gauche » d'abord, c'est Manuel qui le dit, ou le dira bientôt. Et Modi est vraiment du peu-

ple. Il est né dans une famille d'épiciers de Vadnagar, vend durant son adolescence du thé dans une gare routière, puis travaille ensuite dans une cantine d'une entreprise de camions avant de faire ses premières armes politiques au sein du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS).

Le RSS, quezaco ? C'est un sympathique groupe nationaliste hindou de droite et paramilitaire. Bon, Nathuram Godse, le fou qui a tué Gandhi (le vrai celui-là, le Mahatma, la « grande âme ») était issu du RSS, mais bon. A l'instar de Marine Le Pen, Modi n'est pas responsable de toutes les erreurs de jeunesse de son mouvement n'est-ce pas ? (J'essaie de penser comme un beau indien qui a voté Modi). Il obtient un master de science politique à l'université du Gujarat. En 2001,

il devient donc après des années de militance et sa participation à la création du BJP dans l'état du Gujarat, ministre en chef de cet état. Pas de chance, dès le 27 février 2002, un train transportant de nombreux pèlerins hindous est mis en feu près de Godhra, tuant 58 personnes. À la suite de rumeurs selon lesquelles l'attaque du train aurait été perpétrée par des musulmans, une vague de violence anti-musulmans se répand à travers le Gujarat, faisant près de 2 000 morts et plusieurs milliers de blessés. Les autorités de l'état sont accusées de ne rien faire pour faire cesser les violences, et Modi jette de l'huile sur le feu (façon de parler) en faisant déplacer les corps brûlés des pèlerins à Ahmedabad (capitale du Gujarat). Après ces violences communautaires, des appels s'élèvent, y compris parmi les alliés du BJP, pour demander la démission de Narendra Modi. Celui-ci démissionne et l'Assemblée législative du Gujarat est dissoute. Mais durant la campagne qui s'en suit, il est réélu haut la main en adoptant une rhétorique anti-musulmane. Celle-ci se transformera en rhétorique anti-terroriste en 2007. La politique de Modi est alors surtout louée pour avoir permis de faire du Gujarat un lieu attractif d'investissement et de réduction de la corruption. C'est de cette image de bon gestionnaire qu'il va jouer à fond pour réussir à devenir Premier ministre de l'Inde.



Dimanche, neuf étudiants du Kerala ont été arrêtés pour provocation et diffamation suite à la publication de mots croisés hostiles au nouveau premier ministre nationaliste. Les affaires de ce type se multiplient au cœur de « la plus grande démocratie du monde ».
Photo Mansi Thapliyal/Reuters

Sauf que, derrière la façade, se dissimule une réalité toute autre : le Gujarat est encore classé aujourd'hui 13e en Inde ►

Asie

14

pour son taux de pauvreté et 21^e pour son éducation, avec 23 % des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition, chiffre jugé « alarmant ». Christophe Jaffrelot relève que le développement du Gujarat a été limité aux classes urbaines moyennes, alors que les zones rurales et les basses castes ont été marginalisés. Sous Modi, le nombre de familles sous le seuil de pauvreté a augmenté, particulièrement chez les Adivasis et les Dalits. Modi a même eu droit aux critiques du Pape indien de l'économie, Amartya Sen, qui a déclaré à propos du Gujarat : « les résultats en terme d'éducation et de santé sont assez mauvais ». Bref, sous le vernis qui brille se cache la réalité sociale moins rose de l'état du Gujarat, tout comme Modi dissimule sous son image progressiste de bon gestionnaire un idéologue ultra-réactionnaire.

En tous cas, l'Inde de Modi est bien partie pour ne guère briller en termes d'écologie. C'est ce que nous apprend le journaliste Julien Bouissou dans un article du Monde daté du 20 août dernier. Au nom de la croissance et de la relance des investissements et afin de faciliter la construction d'infrastructures et

l'implantation de sites industriels, Narendra Modi a décidé d'assouplir très fortement les règles indiennes de protection de l'environnement. 140 projets viennent d'être autorisés d'un coup, du jamais vu jusqu'alors. Pour Himanshu Thakkar, militant du Réseau des rivières, des barrages et des populations en Asie du Sud, cité dans l'article : « Les inconditionnels de la croissance l'ont emporté. Ce que le gouvernement ne comprend pas, c'est qu'en détruisant les ressources naturelles, l'économie va en pâtir un jour ». Tout rapprochement avec un gouvernement « socialiste » français ardent défenseur d'un aéroport, de lignes à grande vitesse ou de tout autre grand projet inutile est bien évidemment fortuit. En gros, Modi met en œuvre son « choc de simplification » à lui en vendant partout à l'étranger « l'Inde qui brille » et en sacrifiant sur l'autel de la croissance et de la compétitivité l'environnement et les générations futures, après s'en être pris aux musulmans indiens, petite minorité de près de 180 millions de personnes.

Bref, l'Inde Modi a de quoi inquiéter. Mais comment en tenir grief au nouveau Premier ministre indien, puisqu'il ne fait finalement

qu'appliquer les recettes de l'immense majorité de ses homologues sur l'ensemble de la planète ? Au nom de la croissance et de la compétitivité, il est de bon ton de sacrifier l'environnement et les générations futures. La France va continuer de vendre des armes, à l'Inde Modi et ailleurs, et il y aura encore des cons pour s'en réjouir et « danser sur le monde en morceaux ». Face à cela, nous aurons bien besoin de milliers de « nouveau Gandhi », à l'instar de Rajagopal P.V.

1. Pour les non initiés à la politique indienne, rien à voir avec le Mahatma. C'était le nom du gendre de Nehru qui épousa sa fille Indira, Premier ministre « inoubliable » des années 70 et 80.

Benjamin Joyeux

L'ALGÉRIE À L'HEURE DU CHOIX

Les réserves de gaz naturel de l'Algérie, épuisées dans 15 ans.

L'Algérie a des réserves de change de 200 milliards de dollars et des revenus annuels de 60 milliards de dollars. Néanmoins, totalement dépendante de la vente de ses hydrocarbures, elle voit ses réserves diminuer. Malgré les multiples avertissements de spécialistes en la matière dans des colloques spécialisés, l'Algérie s'est contentée de vivre comme une rentière.

La grande majorité de la population découvre avec stupéfaction que cette rente apportée provenant exclusivement de la vente de gaz naturel n'est pas éternelle : Pour la première fois, la population prend conscience de cette réalité : Dans quinze ans, l'Algérie aura épuisé son stock d'hydrocarbures à exporter. Cette nouvelle a fait l'effet d'une bombe.

Le spectre de passer comme l'Égypte du statut privilégié d'« exportateur d'hydrocarbures » à celui « d'importateur » la fait frémir. C'est pourquoi elle est contrainte de rénover son économie en diversifiant ses activités et en développant les investissements industriels, dans le prochain



Manifestation en Algérie. Source : <http://dzactiviste.info/mobilisation-contre-le-gaz-de-schiste-a-ouargla/>

quinquennat à la suite des dernières élections présidentielles. Aussi les pays étrangers cherchent-ils à se positionner comme partenaires privilégiés le plus vite possible, d'autant que le chef de la diplomatie algérienne a rappelé que les contrats seraient signés en fonction des meilleures offres dans le strict intérêt de l'Algérie.

LA FRANCE, PARTENAIRE PRIVILÉGIÉE ?

La France, jusque là partenaire privilégiée pour tous les investissements hors hydrocarbures,

souhaite absolument maintenir sa position. D'où l'enjeu représenté par la visite de Laurent Fabius à Alger ce dernier week-end de Pentecôte.

La France, troisième client de l'Algérie pour les achats surtout d'hydrocarbures, a subi la concurrence de la Chine qui lui a ravi sa place de « premier fournisseur de l'Algérie en 2013 et qui compte bien conserver cette place (1er trimestre 2014 : Chine 1,87 millions de dollars, dépassant de 0,2 milliard de dollars la performance française). Cette compétition acharnée s'applique sur les contrats de BTP qui se multiplient avec la Chine. (50 entre- ➤

Maghreb

16

prises chinoises sélectionnées représentant un total de 20 milliards de dollars et la Chine a remporté le contrat symbolique de la grande mosquée d'Alger (un milliard et demi de dollars) pour un chantier qui durera 3 ans.

Cependant, la France a obtenu un partenariat d'exception avec des rencontres régulières pour développer ces marchés (transports, agroalimentaire et pharmacie). Laurent Fabius ne cache pas non plus qu'il souhaiterait développer dans ce cadre de coopération l'aéronautique civile et militaire, le tourisme et les PME.

Néanmoins, outre ces contrats et les débats sur un partenariat en matière de sécurité, le vrai enjeu de cette rencontre reste le contrat sur l'exploitation du gaz de schiste. Laurent Fabius avait déjà annoncé la signature du contrat mais cela n'avait jamais été confirmé officiellement en Algérie. Le Président Bouteflika aurait donné son accord, vite démenti par la suite par le premier ministre Abdelmalek Sellal qui, en réponse aux protestations, aurait déclaré qu'on resterait pour l'instant dans une phase expérimentale.

L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE, LA SOLUTION MIRACLE ?

Ce thème, annoncé timidement par le gouvernement algérien fait débat en Algérie et a occa-

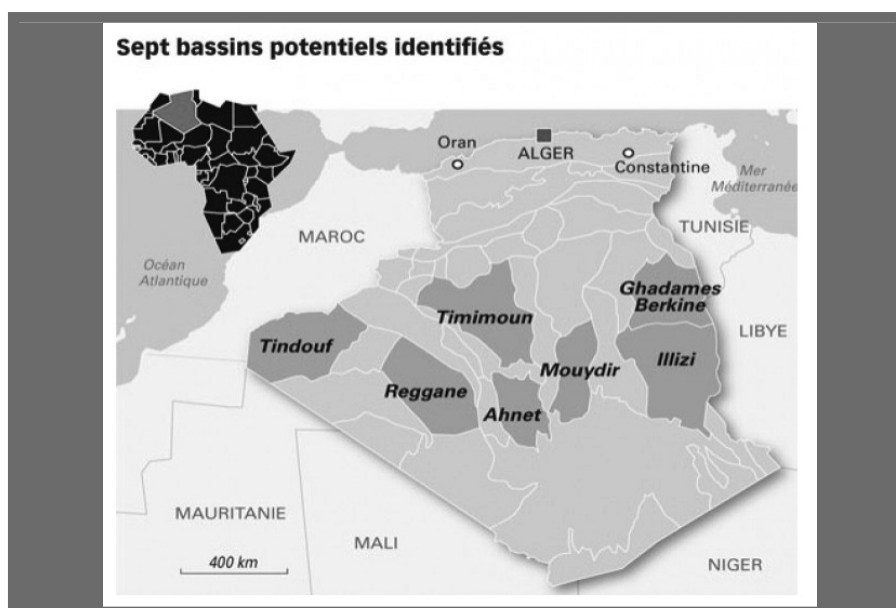
sionné des premières manifestations. Malgré les difficultés à contester la politique gouvernementale, ces premières résistances s'organisent et sont médiatisées dans la presse algérienne.

C'est pourquoi il était bien tentant de convaincre la population que l'exploitation du gaz de schiste représenterait la seule alternative, face à la menace d'épuisement des réserves de gaz. Le premier ministre a déclaré « ce serait un péché de ne pas exploiter le gaz non conventionnel car on compromettrait l'avenir des générations futures ».

Le département américain de l'Energie a évalué que les réserves probables du sous-sol algérien représenteraient les troisièmes ressources en gaz de schiste au niveau mondial, après la Chine avec 31 220 milliards m³ et l'Argentine avec 22 500

m³. Estimées à 6440 milliards de m³ en 2011, ces réserves ont été réévaluées à 19 800 milliards, soit le triple. Un groupe de Consulting pense même que le vrai chiffre serait de 32 510 milliards m³, qui la porterait donc au premier rang, avant la Chine. Elle est dotée en effet de 7 bassins : Moudir, Illizi, Ahnet, Berkine-Ghadames, Timimoun, Reggane et Tindouf.

La SONATRACH a entamé des recherches pour déterminer les bassins prioritaires en fonction de certains critères techniques (Berkine – Ghadames étant le premier puit-pilote choisi). L'utilisation de la technique de fracturation hydraulique est soumise à l'accord du Conseil des ministres (JO mars 2014), l'ARH (autorité de régulation des hydrocarbures) étant elle, chargée de veiller au respect de l'environnement lors de ces opérations. Le pouvoir algérien a donc uni-



Carte du gaz de schiste en Algérie.
Source : <http://algerienetwork.com/algerie/>

latéralement, sans consultation décidé d'ouvrir la porte à l'exploitation du gaz de schiste dans le pays.

Les firmes américaines se sont mises immédiatement sur les rangs, talonnées par la France. (GDF Suez surtout, qui exploite déjà en Algérie le gaz conventionnel). Cette entreprise souhaite surtout expérimenter des techniques d'extraction à la fracturation hydraulique, interdites en France.

La population algérienne craint naturellement l'impact environnemental et sanitaire de l'exploitation du gaz de schiste dans des zones où les ressources en eau sont rares et où les conséquences seraient irrémédiables. D'anciens ministres, d'anciens PDG de la Sonatrach avaient pourtant émis des propositions qui ont été reprises lors d'un colloque consacré au développement économique et à la transition énergétique. Ils préconisaient notamment de :

✘ Restreindre la consommation et le gaspillage dans le pays.

✘ Stopper le maintien à des prix ridiculement bas des carburants, du gaz et de l'électricité, qui ne couvrent même plus les coûts des fournisseurs. Ce que

refuse le Président actuel, de crainte de provoquer des émeutes.

✘ Ne plus baser l'économie sur la vente de ressources par nature épuisables, comme c'est le cas depuis 40 ans, mais diversifier, comme les autres pays émergents, ses ressources par le biais de la production de biens et services.

Si les discours entérinent ces choix de ne plus baser son économie sur le « tout pétrole », la bureaucratie algérienne bloque toutes les initiatives locales, freinées par des démarches administratives kafkaïennes. De plus, le PNDER (programme national des énergies renouvelables) acté en 2011, tarde à se concrétiser sur le terrain.

Les experts internationaux émettent la théorie selon laquelle l'Algérie préférerait fonctionner sur une rente régulière de devises dont elle pourrait disposer à sa guise pour maintenir une dépendance et un clientélisme avec des attributions ici ou là sans contrôle, pour des raisons politiques.

Les récentes dénonciations en matière de corruption sont restées plus ou moins en suspens malgré les multiples demandes

de citoyens concernant la résolution juridique de ces affaires.

Les experts n'ont trouvé que cette explication politique pour justifier le retard considérable pris par l'Algérie en matière d'exploitation des énergies renouvelables. Le 10 juin a eu lieu à Alger une conférence regroupant tous les partis d'opposition afin de débattre de la situation du pays après ces élections. C'est la plus grande réunion d'opposition, toutes tendances confondues, depuis l'Indépendance. On apprend dans le même temps que l'Algérie a mobilisé 8 milliards d'euros pour relancer les entreprises publiques.

L'Algérie dispose donc de gros revenus pour investir et de soleil à volonté. Gardons l'espoir qu'elle retrouve toute sa raison et son bon sens. Rien, absolument rien ne peut empêcher une réelle transition énergétique. Il ne manque qu'une réelle volonté politique.

Catherine Belkhodja

Moyen-Orient

18

ISRAËL VEUT-IL VRAIMENT LA PAIX ?

Le 31 août 2014, l'administration civile israélienne, qui dépend directement de l'armée, a annoncé officiellement son intention de s'approprier 400 hectares de terres en Cisjordanie, aux environs de Bethléem.

A lors que les pourparlers de paix se poursuivent, après 50 jours d'une guerre qui a fait plus de 2100 victimes palestiniennes, (dont 85 % de civils) et 70 victimes israéliennes (66 soldats et 4 civils), cette annonce est une pure provocation. Cela serait la plus grande extension de colonies depuis plus de trente ans.

EELV rappelle qu'Israël a bafoué de nombreuses résolutions de l'ONU et que seul le respect du droit international permet de construire une paix juste et durable.

Le prétexte serait que cette décision aurait été prise antérieurement, (lors des disparitions d'adolescents israéliens attribuées au Hamas- mais toujours contestées à ce jour) ce qui ne justifie aucunement la transgression du droit international.

La volonté de paix implique de renoncer immédiatement à cette provocation qui ne favorise que les va-t'en-guerre.

EELV demande au gouvernement français d'agir auprès de la communauté internationale pour condamner et faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il annule cette décision illégale qui risque de compromettre les espoirs de paix tant attendus par les populations des deux états.

Commission TRANSNAT
EELV

Paris le 2 septembre 2014

Aux JDE 2014 à Bordeaux

Déclaration commune de l'Ambassadeur de Palestine en France invité à l'ouverture des JDE et EELV.

<http://transnationale.eelv.fr/2014/09/09/declaration-commune-deurope-ecologie-les-verts-eelv-et-m-hael-al-fahoum-ambassadeur-de-palestine-en-france/>

LA SITUATION IRAKIENNE ET SYRIENNE

Contribution
de Frédéric Sarkis

I. LE MONDE ARABE EST TRAVERSÉ PAR LES TENSIONS INTERNES ET EXTERNES

Le monde arabe est en transformation profonde sous l'impulsion des mouvements du printemps arabe et de la décomposition des régimes hérités des luttes d'indépendance.

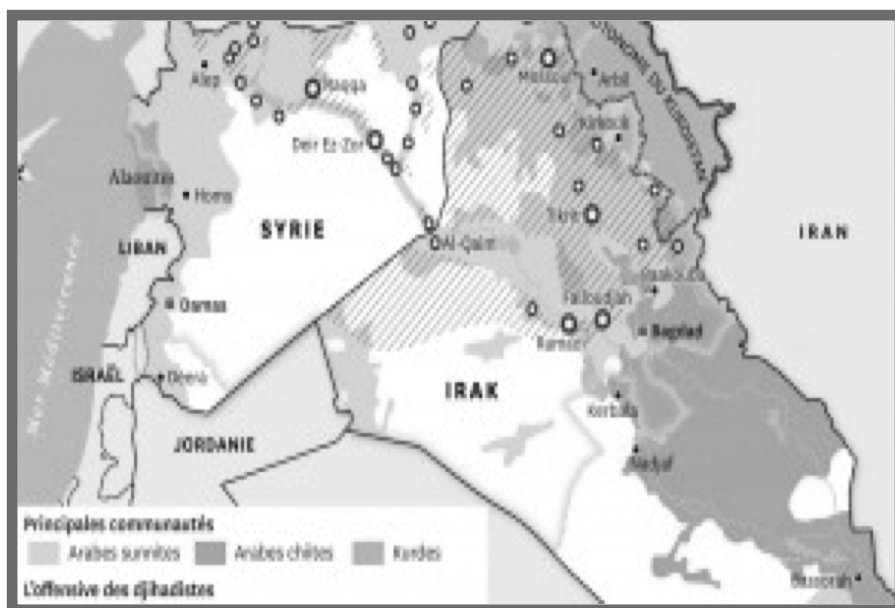
Il y a à cela des raisons internes :

- ✘ incapacité des élites locales à être à la hauteur de l'espoir porté par ces indépendances

- ✘ généralisation de la corruption au détriment d'une politique distributive et de justice sociale

- ✘ militarisation de ces pays ayant à mener de pair projet national et situation de tension permanente que crée l'impunité dont jouit la politique d'israélienne vis à vis des palestiniens. Comme des raisons externes :

- ✘ alliance avec les régimes archaïques du golfe afin de sécuriser l'approvisionnement en pétrole et en gaz
- ✘ soutien occidental aux dictatures locales afin d'assurer ses intérêts économiques et d'assurer la soit disant « stabilité » de ces pays.



- ✘ usage de la religion comme vecteur d'influence géopolitique par les pays du golfe et l'Iran.

- ✘ l'invasion US dans une large coalition de l'Irak et de l'Afghanistan.

Dans ce contexte, le développement de l'islamisme s'est opéré pour deux raisons contradictoires. D'une part la recherche des populations d'une alternative politique au nationalisme arabe qui a donné naissance au despotisme. Ce qui permettait aussi de s'y opposer dans ses représentations en tentant de construire une alternative endogène et qui parle aux classes populaires encore très traditionnelles et croyantes. D'autre part, l'influence d'un islamisme wa-

habite exporté par l'Arabie Saoudite en particulier comme vecteur d'influence géopolitique.

A cela il faut ajouter une rivalité entre les pays du golfe et l'Iran qui se traduit par une ligne de césure chiite/sunnite entraînant des tensions communautaires.

Les guerres néocoloniales de Bush, sa destruction de l'ensemble des structures étatiques irakiennes et sa « guerre contre le terrorisme islamique », ont radicalisé l'opposition. En favorisant le gouvernement Maliki, l'Occident a accentué le conflit entre chiites et sunnites faisant émerger une nouvelle génération de mouvements djihadistes et sectaires se réclamant d'Al-Qaeda et autres.



Moyen-Orient

20

Ce mouvement est aussi allé de pair avec une mondialisation qui a détruit les structures traditionnelles de ces pays, ouvrant ainsi la voie aux discours identitaires. A la logique du djihadisme international d'Al-Qaueda, s'est substitué la volonté de créer un califat universel "pur". La création de l'Organisation "Etat Islamique" a marqué ce tournant le 29 juin 2014 en abolissant les frontières entre l'Irak et la Syrie.

II. LES RÉVOLUTIONS ARABES AU DÉFI DE L'ANCIEN MONDE

Les révolutions arabes ont été un espoir pour ces peuples de prendre enfin en main leur destin et de mettre un terme aux anciens régimes post-coloniaux pour la justice, la dignité et la démocratie.

Les mouvements révolutionnaires ont dès le début eu à faire à des résistances féroces. Dans le cas de la Tunisie et de l'Egypte, le chaos a pu être évité et le départ des despotes a pu se faire.

Mais l'Egypte, après une parenthèse Morsi, a laissé la place aux forces de l'armée, épargnée par les mouvements en 2011, et qui a su jouer intelligemment des faux pas des Frères Musulmans pour reprendre la main et réimposer un régime en continuité à celui de Moubarak.

Tirant les leçons de la situation tunisienne et égyptienne, Khadafi a opté pour une stratégie de répression sanglante qui a échoué

du fait de l'intervention militaire occidentale. La Libye reste dans une situation au bord du chaos mais loin encore de ce qui se passe en Syrie depuis trois ans où il n'y a pas eu d'intervention étrangère pour faire chuter le régime Assad.

Tirant lui aussi la leçon des révolutions précédentes, le régime Assad a dès le départ répondu aux manifestations populaires et non violentes par une répression calculée et progressive jusqu'à l'usage de la force militaire. Cette militarisation du conflit a été possible dans la durée grâce à ses soutiens traditionnels Iraniens et Russes et à la participation directe au combat du Hezbollah libanais. La stratégie du clan de Bachar-al-Assad a toujours été de miner toute opposition par une répression féroce et d'instrumentaliser des groupes djihadistes avec lesquels il collaborait déjà plus ou moins directement depuis la guerre du Golfe pour contrer la stratégie américaine en Iraq.

Le blocage de la Communauté internationale par la Russie et le laisser faire occidental face aux crimes contre l'humanité qui se déroulait en Syrie a permis l'affaiblissement de la résistance démocratique en laissant Daech et autres progresser.

Assad fils, digne héritier de la « stratégie du gouffre » (comme la nommait Kiessinger) mise en place par son père a réussi à créer le chaos dans la région au point que le statut quo militaire actuel n'est plus possible sans

avoir de graves conséquences sur la prolifération djihadiste dans le monde.

Afin de pouvoir à nouveau justifier son existence et avoir le soutien international dans la lutte contre l'« Etat Islamique » (EI), le régime syrien se pose en « sauveur ». Sa stratégie n'a pourtant pas réussi aussi bien qu'il l'aurait voulu. Il est lui-même très affaibli et ne tient sa survie qu'à la perfusion du Hezbollah, de l'Iran et de la Russie. Il a lui-même du mal à combattre EI avec la perte de la base aérienne de Taqba. Il n'est toujours pas arrivé à mettre fin à la résistance populaire syrienne qui résiste avec courage malgré son manque de moyens et se bat contre la dictature et les groupes extrémistes.

Les Etats-Unis sont maintenant obligés de « stabiliser » l'Iraq afin de bloquer l'avancée de EI et d'éviter une contagion à l'ensemble de la région.

Evidemment, la situation en Iraq ne peut être déconnectée de ce qui se passe en Syrie, d'où la volonté américaine d'agir aussi. D'abord, en aidant l'opposition démocratique, mais aussi en ne s'interdisant pas d'y user d'un « droit de suite » militaire contre Daech. La France suit cette politique tout en déclarant qu'il n'y aura pas d'intervention aérienne en Syrie. Cette stratégie n'est pas gagnée d'avance. D'une part, à défaut d'une légalité internationale possible, l'intervention de la coalition montée par Obama peut appa-

Moyen-Orient

21

raître comme « coloniale » aux populations. Elle ne doit en aucun cas faire ce qu'avait fait Bush, c'est à dire user de moyens disproportionnés produisant des « dommages collatéraux » sur les populations civiles.

D'autres part, le régime Assad fera tout, comme il l'a fait après la seconde guerre du Golfe pour mettre des bâtons dans les roues de la stratégie américaine et l'entraîner dans un enlèvement.

C'est pourquoi la solution durable au conflit contre EI et la solution pour les peuples de cette région est une solution politique permettant une transition démocratique dans ces pays. C'est ce qu'a compris Obama pour l'Iraq avec la démission forcée de Maliki lequel avait réussi à recréer un régime despotique, corrompu et sectaire, dont les sunnites ont pâti. En Syrie, la solution politique oblige à trouver une entente avec l'Iran et la Russie afin qu'ils lâchent Assad au

profit d'un régime de transition vers une Syrie démocratique laissant la place à l'ensemble de sa population, alaouites compris.

Après trois années d'attentisme de la communauté internationale pour faire cesser le massacre, la confiance des populations est au plus bas. Les promesses faites ont tellement de fois été sans effet, qu'il va être très difficile de regagner leur confiance.

III UNE SITUATION INEXTRICABLE

Suite à l'avancée rapide de l'EI en Iraq et en Syrie, les Etats-Unis ont été obligés de réagir et ont mis en place une coalition internationale en vue d'arrêter la progression de EI et de l'affaiblir en essayant de tarir ses ressources financières. Obama reconnaît cependant que les bombardements aériens ne seront pas suffisants et que la

solution passe par le soutien à la résistance des populations locales.

À ce jour, la progression de EI n'a pu être arrêtée. Les bombardements dans des zones non tenues par EI et la décision américaine de former uniquement 5000 opposants syriens amplifie la défiance envers les Etats-Unis soupçonnés d'avoir un double langage, disant d'une part qu'ils soutiendront la résistance syrienne mais sans que cela ne se concrétise pour l'instant sur le terrain. Pendant ce temps, Assad fait comme si les bombardements américains étaient coordonnés avec lui et présente cette intervention comme une aide.

Après trois années de massacre et de politique de la terre brûlée menée par Assad, l'opposition syrienne est fragmentée en de nombreux groupes armés, dispersés et sans commandement centralisé. L'ennemi principal pour ces groupes est avant tout Assad, mais l'EI n'est pas apprécié par les populations et la plupart des groupes syriens l'ont combattu. Cependant, s'ils ont l'impression que l'objectif américain pourrait s'en tenir à combattre EI sans toucher au régime Assad, le risque existe que certains groupes finissent par refuser de se joindre à une lutte exclusive contre l'EI.

Quant à l'armée irakienne, elle semble loin de pouvoir résister à EI dont les combattants sont beaucoup plus expérimentés et motivés. Et les milices chiites sont souvent considérées comme



Moyen-Orient

22

sectaires et risquent d'attiser les réactions négatives des populations sunnites dont le soutien à EI a justement été motivé par la politique communautariste du gouvernement irakien précédent. Les populations kurdes sont peut-être les mieux organisées pour affronter l'EI, mais leur motivation est avant tout la création d'un Kurdistan autonome sinon indépendant. C'est pourquoi, les organisations kurdes n'ont jamais pris position contre Assad en Syrie et avaient à ce titre obtenu un pacte implicite de non-agression réciproque avec le régime. Ce positionnement explique en partie que la Turquie est hésitante à laisser la résistance kurde s'organiser, ouvrant ainsi une brèche à un Kurdistan libre qui puisse revendiquer l'intégration des populations et régions kurdes de Turquie.

IV. DANS CE CONTEXTE COMMENT AGIR POUR REVENIR À UNE SITUATION DE PAIX ET DE DROIT ?

Mettre fin à la barbarie de l'Etat Islamique ne peut se faire sans traiter de pair la question de la répression et de la corruption dans cette région. C'est en permettant aux peuples de cette région d'avoir le droit réel à l'auto-détermination, dont celui de choisir ses gouvernants qu'on aura la solution durable à la question de la désagrégation de ces pays et les massacres qui s'en suivent.

La violence doit toujours être le choix de dernier recours quand il n'y a pas d'autres solutions. Il faut éviter de reproduire les erreurs du passé et de l'ère Bush et de braquer les populations contre une intervention paraissant servir d'autres intérêts que la leur.

Les principes d'une solution pour l'Iraq et la Syrie passent par différentes étapes. Il faut d'une part contenir l'avancée de EI et le couper du soutien des populations locales en offrant un horizon de solution politique en faveur d'un état de droit, sans corruption et intégrant l'ensemble des populations locales, minorités comme majorités comprises. Ces principes généraux pour qu'ils réussissent se déclinent différemment selon qu'il s'agisse de l'Iraq ou de la Syrie.

En Iraq, dans les zones kurdes et chiites, la mise en place progressive d'une armée irakienne intégrant les milices kurdes et chiites, peut empêcher l'avancée de EI dans ces zones.

Dans les régions sunnites où la progression de EI s'est faite avec le soutien d'anciens Baasistes et parfois de tribus locales, la priorité est de montrer la volonté de transition du nouveau gouvernement irakien vers un régime de droit non corrompu et où toutes les communautés auront leur place.

Il est important que les interventions de la coalition, si elles ont lieu, aient pour objectif la protection des civils tout en ar-

rêtant l'avancée de EI. La reprise du terrain perdu devant se faire par la mobilisation des populations sunnites locales.

En ce qui concerne la Syrie, il est regrettable qu'il ait fallu attendre si longtemps pour qu'on comprenne qu'on ne pouvait laisser une population se faire massacrer depuis maintenant plus de trois ans par le régime barbare de EI-Assad, sans que cela n'ait de conséquences dramatiques. L'intervention contre EI doit principalement se faire par le soutien à l'opposition syrienne à EI-Assad, ce qu'elle fait sans moyens depuis maintenant plusieurs années, c'est à dire résister à la barbarie de Assad et de EI. Vu l'état de désintégration de la Syrie, il faut agir simultanément dans trois directions :

A/ Permettre un retour à une vie civile dans les zones libres

Sous les bombardements aveugles du régime Assad, de nombreuses villes ont été désertées, la vie y étant devenue impossible, dans les autres, les conditions de vie sont insoutenables, des millions de Syriens ont dû se réfugier en Turquie, Liban et Jordanie.

Permettre un retour à la vie et à la construction d'institutions civiles est une priorité pour permettre aux syriens de reprendre confiance et de construire progressivement les futures institutions leur permettant de sortir de l'état de guerre généralisé dans lequel Assad les a poussés.

Or, tant que le régime continuera ses bombardements aveugles, le retour à la vie civile ne pourra se faire. C'est pourquoi une aide humanitaire conséquente avec la création progressive de « couloirs humanitaires », de zones tampon en Syrie pour les réfugiés ou de « no-fly zones » permettra d'améliorer les conditions de vie des populations en leur redonnant confiance dans l'avenir.

Les expériences d'organisation politique locale qui ont émergé et que le régime est arrivé à miner pourront ainsi reprendre permettant aux syriens d'avoir un autre horizon que de porter les armes.

B/ Permettre l'émergence d'une solution politique de transition démocratique sous l'égide de l'ONU

La paralysie de la communauté internationale, due au veto Russe, l'échec des tentatives de conciliation de Genève I et II, a fait perdre toute confiance dans une solution de transition politique.

Aujourd'hui, l'Iran étant elle-même mise en danger par l'avancée de EI, il est peut-être possible de remettre sur la table des négociations une solution de transition politique en Syrie. Cette transition doit avoir pour objectif, l'obtention d'une trêve pour un retour à la vie civile dans l'ensemble de la Syrie et l'implication de l'ensemble des populations syriennes (y compris Alouites) dans un accord vers une transition politique démocratique et sans Assad.

C/ Mettre en place les conditions d'un rapport de force permettant de sortir de la logique de guerre

Le retour à la vie civile et la mise en place d'une solution politique se heurteront nécessairement à la résistance du régime et de ses alliés, Iraniens et Russes.

Le régime Assad est dans une fuite en avant où il pense que plus la situation empirera, plus il aura des chances de justifier sa présence. C'est lui-même qui a aidé à l'émergence de EI en pensant que cela lui permettrait de miner son opposition et de se réinsérer dans la lutte contre EI.

Les discours des Etats-Unis disant que Assad n'est pas un partenaire n'ont aucune crédibilité ni pour Assad ni pour l'opposition tant que cela ne se traduira pas en actes. Si le régime n'a pas peur pour sa survie, il continuera dans sa stratégie.

L'intervention aérienne contre l'EI n'ayant aucune chance de changer la situation à elle seule, c'est les syriens qui devront enfin libérer leur territoire.

C'est pourquoi, l'organisation et l'armement de l'opposition syrienne est le seul moyen et de gagner la confiance d'une population syrienne qui ne croit plus dans la communauté internationale et de faire comprendre au régime qu'il a intérêt à une solution négociée pour sauver ce qui l'est encore..

Plus tôt une solution politique pourra émerger, plus tôt la Syrie pourra sortir du cycle de violence dans laquelle Assad et la communauté internationale l'ont plongée et plus tôt on pourra faire taire le bruit des armes. Cela ne pourra se faire en laissant les syriens s'enfoncer dans ce cycle infernal.



QUELQUES RÉFLEXIONS (DATÉES) SUR LA SITUATION IRAKIENNE

22 septembre 2014

Texte collectif
de membres du bureau
de la commission
Transnationale
et du groupe PMO

PRÉALABLES :

1 Même en période d'urgence, il faut réaffirmer en préalable ce principe, même s'il est difficile à appliquer : ***pour les écologistes, il n'y a pas de solution militaire pérenne.***¹ Les conflits se multiplient, les interventions aussi et **si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes, ce sera sans fin.**

2 **Course aux énergies, diplomatie économique du gouvernement : c'est une approche de court terme porteuse de menaces pour la paix.** On nous oblige à raisonner dans un cadre géopolitique hors sol et qui n'est pas le nôtre. Il n'est jamais question d'une remise en cause d'une économie mondiale productiviste, toujours à la recherche d'énergies fossiles à bas coût, en particulier dans ces régions. ***Pour nous écologistes, cela fait partie des raisons***

majeures des guerres et conflits incessants dans le monde.

Or, le Mae et le gouvernement ont décidé de privilégier une « diplomatie économique », au détriment de la « Coopération », afin de favoriser la « croissance », en période de récession, grâce à la conquête de marchés.

3 Le **bellicisme**, et la priorité donnée aux armes, ont toujours été une façon de tenter de sortir des crises :

✘ économiquement, par les ventes d'armes, et l'espoir (cynique) de participer à la reconstruction ;

✘ idéologiquement en faisant appel à l'orgueil national (sentiment d'appartenir à une grande puissance au moins guerrière) et à la peur, (terrorisme et « Islamisme ») poussant les citoyens à se réfugier sous la protection de l'Etat ;

✘ ***les écologistes doivent mettre en garde contre cette dangereuse tentation et refuser de voter la loi anti-terroriste liberticide, inefficace.***

4 Autre mesure dénoncée en son temps par EELV, la prio-

rité affirmée à l'accueil de réfugiés chrétiens ou Yazidis. D'abord, elle aiguise les tensions communautaires, ici et là bas, ce qui est plutôt malvenu pour un gouvernement qui les dénonce par ailleurs. Mais c'est aussi une façon de focaliser sur le seul problème religieux (réel), au détriment des autres. ce qui évite de questionner sa complexité et notre propre responsabilité. ***La question des réfugiés doit être revue, en urgence sans discrimination confessionnelle.***

REVENIR AU DROIT INTERNATIONAL ET À UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE

La décision des frappes est intervenue avant que le Parlement ne se soit prononcé, la discussion aura lieu sans vote dans les prochains jours, sans que l'Union Européenne soit partie prenante et que le Conseil de sécurité l'ait demandée.

La déclaration du Conseil de Sécurité dans sa réunion élargie du vendredi 19 septembre, au lendemain du début des frappes, appelle simplement à « renforcer et étendre le soutien au gouver-



Réfugié-es passant la frontière entre Irak et Turquie
AFP Fin septembre 2014

nement irakien dans sa lutte contre l'EI et les groupes armés qui lui sont liés ». Selon M Fabius même, l'objectif premier de cette réunion «... c'est de donner une audience internationale plus grande à la fois à la lutte contre les terroristes de Daech et au soutien à l'Irak... Ça n'a pas une valeur juridique » Selon ses propos «... les frappes françaises sont totalement légitimes. A partir du moment où nous avons reçu une demande écrite du gouvernement irakien de les appuyer en terme de forces aériennes, cela est totalement légitime en terme de droit international. »

Dans ce contexte il est indispensable de proposer :

✘ *une force d'interposition des casques bleus (sous Chapitre VII), pour protéger les populations des exactions/massacres de Daesch, devant l'incapacité de l'Etat irakien*

✘ *une conférence de paix régionale inclusive (Iran, Turquie, Jordanie...), en accord avec la Ligue des pays Arabes, et sous l'égide de l'ONU; à cette fin, il faut que la France convoque le Conseil de Sécurité, et non se satisfaire d'une conférence comme celle de Paris non inclusive (l'Iran n'ayant pas été convié comme l'a soulevé le ministre des affaires étrangères d'Irak)*

Le Parlement doit avoir un débat de fond sur les opérations militaires extérieures et exiger d'en avoir connaissance à l'avance avec débat.

Peu d'explications ont été donné quant à la stratégie globale qui sous tend la décision. Les objectifs politiques et militaires de cette intervention, hormis l'affirmation qu'elle se limitera aux actions aériennes et au territoire irakien, ne paraissent pas

être clairement établis. Même de l'avis de certains militaires les contours de l'opération, sa durée, son objectif à atteindre in fine paraissent encore flous.

La crainte d'un terrorisme global où tous les pays seraient concernés ou la demande d'aide du gouvernement irakien dans la lutte contre EI ne peuvent remplacer la définition d'une stratégie à court et à long terme contre le terrorisme.

NÉCESSITÉ DE FAIRE LE BILAN DE LA POLITIQUE DE L'OCCIDENT

Il faut que la France et l'Europe fassent le bilan ² de leur politique régionale depuis de années.

La montée des groupes extrémistes et identitaires est aussi la conséquence des politiques américaines et européennes opportunistes, guidées par leurs intérêts stratégiques propres. Les exemples récents sont multiples. Sans parler de l'appui américain aux Talibans contre les Russes en Afghanistan, citons :

L'appui américain et européen au gouvernement Maliki depuis 2006 a été une erreur. Ce gouvernement a fait preuve de sectarisme et d'exclusion avérée des sunnites et des Kurdes. Un nouveau gouvernement, qu'il faudra évaluer, dit d'union a été mis en place.

Moyen-Orient

26

En 2012, l'UE a signé un accord de partenariat avec l'Irak demandant « une bonne gouvernance » sans mentionner la nécessité d'un gouvernement où toutes les communautés et les minorités puissent s'exprimer. **À notre connaissance aucun audit de 'bonne gouvernance' n'a été effectué.**

Une presque **indifférence à la volonté du peuple syrien de se libérer** de Bachar Assad. L'opposition russe arrangeait bien des chancelleries occidentales et régionales qui ne se pressaient pas pour soutenir les rebelles syriens non inféodés aux Djihadistes.

Ces années de tergiversations occidentales et régionales ont favorisé l'expansion des groupes extrémistes.

Les démocrates du monde arabe, dans leur combat contre les dictatures et la corruption et pour la démocratie, trouvent peu de soutien en Occident. Les intérêts economico-politiques prévalent. Pour les soutenir, **des rencontres doivent être systématiquement organisées.**

L'OTAN vient de décider de former un « task force » anti État islamique avec les Royaumes du Moyen orient. C'est oublier que **les régimes en place font partie du problème.**

Les pays du Golfe ont aidé financièrement, jusqu'à très récemment, ces mouvements, ce que les Occidentaux, en raison, entre autres, d'un objectif com-

mun de lutte contre l'Iran, et d'une soi-disant stabilité régionale, ont laissé faire. L'Iran a aussi contribué à raviver les conflits religieux.

Pour que la volonté française de favoriser une démocratie soit crédible, il est indispensable de conditionner les alliances nouées avec des pays autocratiques tels que l'Arabie Saoudite ou le Qatar (pour ne citer que les plus importants).

L'impunité d'Israël alimente depuis des décennies le repli identitaire et religieux dans la région. Une politique régionale au Moyen Orient de la France et de l'UE doit commencer par insister sur l'application du droit international concernant le conflit israélo-palestinien. **Pour les écologistes il est temps de donner à la Palestine un Etat.**

Le défaut de consultation européenne sur cette décision. L'UE avait cependant fait des progrès pour trouver un consensus, lors de la dernière réunion du Conseil, autour de l'aide logistique pour l'armée irakienne en déroute et les forces kurdes., sans avoir envisagé un engagement militaire.

Il faut retourner vers nos partenaires européens en vue de parvenir à une stratégie commune, politique, sociale, économique et militaire, qui à moyen et long terme s'attaque aux causes de la prolifération des groupes terroristes comme l'EI.

NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE ET ÉCONOMIQUE, FIN DE L'HYPOCRISIE

Si nous sommes tous d'accord pour dire que rien ne se fera sans les peuples et sans l'instauration de la démocratie, on sait bien que, vus les intérêts en jeu, une démocratie formelle sera vouée à la corruption et à toutes les dérives. Et que la défiance, le rejet du modèle occidental et la misère renforceront encore le désespoir qui nourrit la barbarie et l'islamisme radical.

QUELQUES PISTES

Autre bilan : celui des intérêts économique en jeu dans la région ?

Si l'on veut couper la tête immortelle de l'hydre ³, il faut redonner confiance dans les politiques occidentales; faire cesser l'hypocrisie de déclarations et d'interventions qui se disent uniquement motivées par des objectifs humanitaires. **Cela nécessite d'identifier les différents acteurs économiques qui interviennent dans la région et favoriser la transparence des échanges.**

Pour nous écologistes, il y a nécessité à proposer :

- un meilleur contrôle des entreprises qui
- ✘ dans le domaine pétrolier, détruisent irrémédiablement

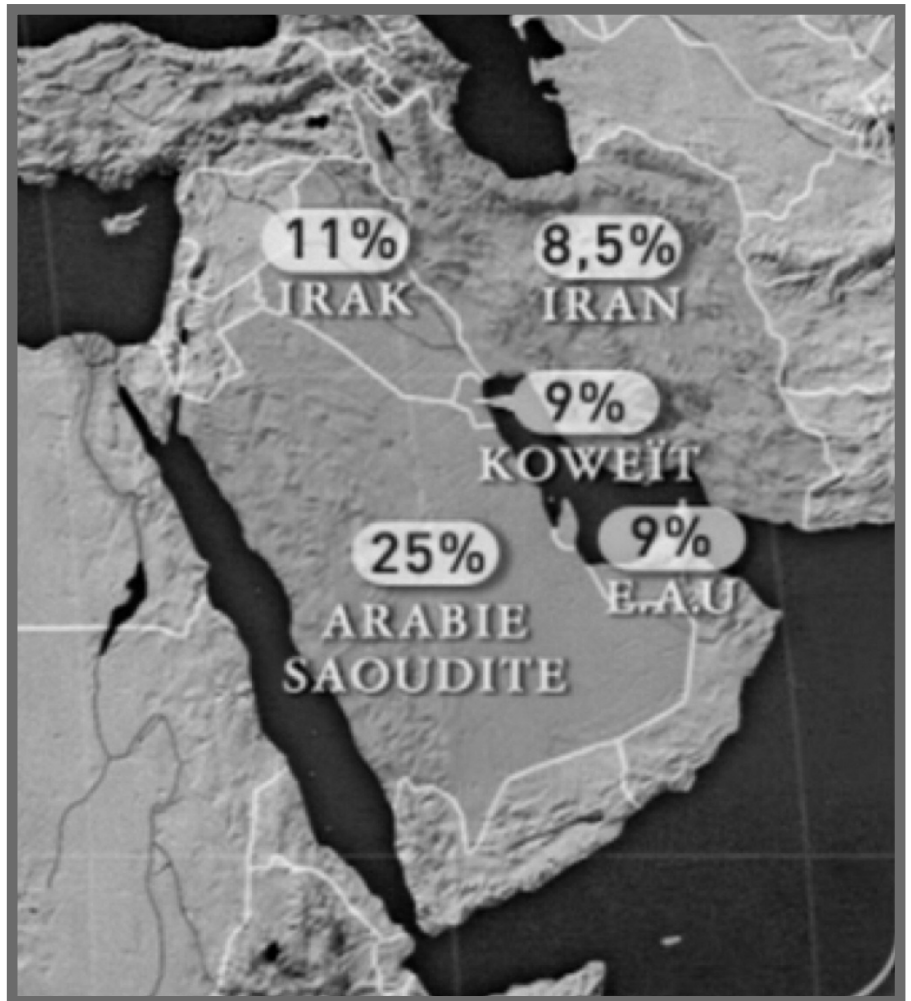
Moyen-Orient

27

l'environnement et les possibilités de survie des populations ⁴, ✘ ne servent qu'à distribuer des dividendes, alimenter la corruption, les paradis fiscaux, les achats d'armement sans répondre aux nécessités des populations.

- **une reconversion de l'industrie extractive**, dont nous prônons l'extinction dans notre projet de « transition énergétique ». La loi sur la RSE que nous défendons permettrait de limiter les abus.

Cela peut paraître anachronique à ce stade de violence, mais **sans la mise en place de leviers pour un autre développement**, nous ne viendrons jamais à bout ni du réchauffement climatique, ni du « terrorisme ».



66% des réserves mondiales prouvées de pétrole sont au Moyen Orient

¹ Le livre vert de la défense initié par Leïla Aïchi peut servir de référence pour la prévention des conflits et leurs résolutions par d'autres moyens.

² Et historiquement, voir l'introduction du texte de Fred sarkis. Et ne pas oublier l'imposition de frontières par les puissances coloniales (question des minorités et des kurdes) : on oublie trop vite que le traité de Versailles 1918 avait promis l'établissement d'un état kurde à cheval sur la Turquie, la Syrie et l'Irak, en remerciement des Kurdes de leur lutte contre l'empire ottoman. Promesse non tenue.

³ Cette créature est décrite comme un monstre possédant plusieurs têtes, dont une immortelle.

⁴ Voir CR d'une rencontre avec des opposants Bahreïnais Planète Verte sur le site de la commission Transnationale.

RENCONTRE ENTRE MEMBRES DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE ET REPRÉSENTANTS DE LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES KURDES SYRIENS EN FRANCE

22 09 2014,
siège d'EELV

Associations kurdes syriens
en France : Fidan Unlubayir &
Murat Polat Fédération.

EELV Transnat : Marie B,
Françoise A, Françoise D,
Cécilia J, Constantin F,
Jérôme G, Robert A

Fidan U, relayée par Murat P parle de l'autonomie démocratique des trois cantons kurdes non contigus dans le Nord de la Syrie. Ils ont rappelé que depuis le début du conflit en Syrie, les Kurdes syriens n'ont pris position pour aucun des deux camps: ni pour l'opposition au régime ni pour le régime d'Assad.

Dans la région du nord syrien à forte concentration kurde, trois cantons importants sont dirigés par leur gouvernement autonome, multiconfessionnel et paritaire, avec le soutien de l'ensemble de la population. Cette autonomie s'est renforcée par le retrait des forces d'Assad de la région au moment du soulève-

ment du peuple syrien. Il serait faux de dire que les Kurdes de Syrie soutiennent le régime Assad, il n'est peut être pas question de conflit ouvert, mais l'opposition réelle existe.

Depuis 2 ans, les cantons, et plus précisément la ville de Kobané actuellement, sont en butte aux attaques de l'État islamique. Attaques repoussées jusqu'à présent. Les cantons forment un couloir humanitaire entre l'Irak et la Syrie et la Turquie, emprunté aujourd'hui par les réfugiés irakiens. Le sujet des réfugiés kurdes actuellement traversant la frontière turque, et leur sort une fois la frontière passée a été longuement débattu.

D'autre part les deux interlocuteurs kurdes ont bien fait comprendre que leur mouvement, démocratique lui, et le PKK et les Kurdes en Irak, ne suivent pas les mêmes lignes politiques quant à leur organisation interne et à leurs objectifs économiques et sociaux (le gouvernement kurde irakien gérant le pétrole en bonne intelligence avec les USA).

Les questions soulevées durant cette discussion franche sont nombreuses :

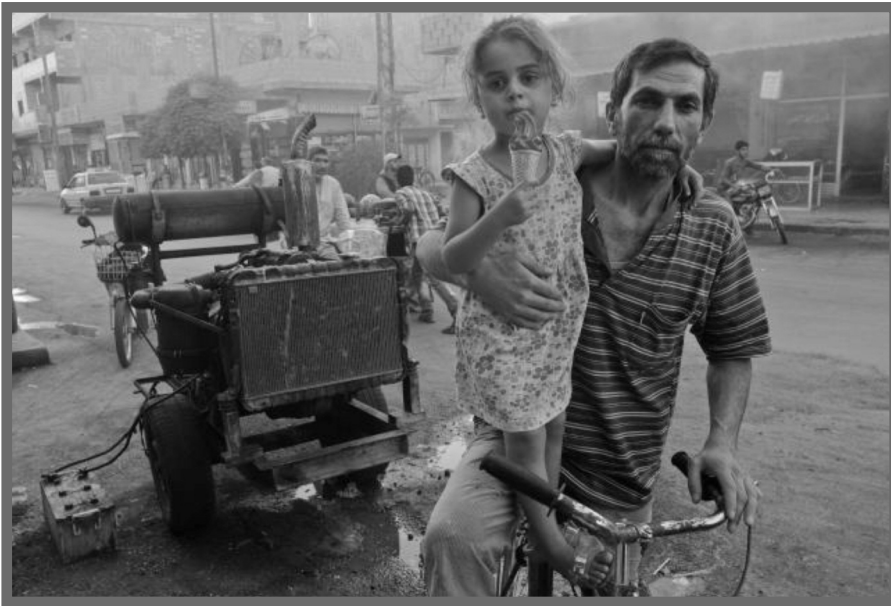
✘ l'aide humanitaire internationale à la Syrie ne va pas aux Kurdes, mais uniquement aux groupes islamiques dits modérés. Idem pour l'aide humanitaire à la Turquie.

✘ Ils ont souligné la contradiction des royaumes du Golfe soutenant les islamistes tout en prenant place à la table des pourparlers internationaux anti-islamistes.

✘ Le nombre des réfugiés en Turquie : pas plus de 30 000 selon nos interlocuteurs. Surtout des femmes, des enfants et des vieillards laissant les combattants « libre de combattre » Les villages kurdes en Turquie ont géré jusqu'à présent leur hébergement.

Concernant la Turquie nos interlocuteurs ont été plutôt sévères, selon eux :

✘ Les médias parlent de 100 000 réfugiés, selon eux, c'est une tentative d'intoxication



Photographes rennais, Gaël Le Ny et François Legeait ont effectué un reportage cet été au Kurdistan syrien. Une zone attaquée par l'organisation État islamique (Daesh). « Ils se sont organisés avec des institutions démocratiques et des initiatives que, nous-mêmes, on aimerait voir en France », estime le photographe.

de la part de la Turquie pour attirer plus de fonds. En revanche les Kurdes syriens en Turquie ne peuvent plus passer la frontière pour aller se battre aux côtés de Kurdes dans les 3 cantons. (Question : cette longue frontière est-elle hermétiquement fermée ? n'est elle pas poreuse ?)

✘ Les positions kurdes en Syrie ont été attaquées par l'artillerie lourde des Islamistes, artillerie provenant également de la Turquie. La libération des otages turcs détenus par l'ÉI aurait été effectuée contre la livraison d'armes lourdes impliquant alors une reconnaissance de facto de l'ÉI par Ankara, toujours selon nos interlocuteurs.

✘ Nos interlocuteurs mentionnent aussi le soutien turc aux Frères musulmans.

✘ La Turquie continue une politique anti-kurde parallèle à la politique d'Assad: en vidant les cantons autonomes kurdes de Syrie de leur population. Ankara créerait ainsi un corridor tampon (vide) sous son contrôle. La base de cette politique reste la lutte contre le PKK.

✘ L'Occident ne veut pas entendre de critique antiturc car la Turquie est un membre éminent de l'OTAN vu sa position géostratégique. Ni permettre des critiques vis à vis des Royaumes arabes car la maîtrise des frontières et des zones d'échanges économiques/énergie est un enjeu stratégique majeur que l'on ne peut ignorer.

✘ La Turquie accepte près de la frontière des bases arrière de l'ÉI avec hôpitaux etc. La base de leur politique reste

garder une équidistance par rapport à Assad et aux Islamistes.

Leurs demandes :

✘ des rencontres avec (Euro)Parlementaires, en principe prévues

✘ une distribution équitable de l'aide humanitaire, notamment à destination des Kurdes de Syrie ayant passé la frontière turque. Par exemple en l'envoyant directement aux villages kurdes en Turquie

Explication : En effet il n'est pas rare que l'État d'un pays recevant une aide internationale, ici la Turquie, profite d'une situation dramatique pour "régler ses comptes" contre des opposant au régime (Ex : Sri Lanka-Tigres).

✘ une libre circulation entre la Syrie et la Turquie et l'Irak des forces combattantes contre l'EI (notamment les Kurdes de Syrie et d'Irak) dans une situation qui oblige à des mouvements d'offensive ou de repli.

✘ fourniture d'armes pour la résistance (mais pas d'engagement militaire)

✘ désinscription du PKK de la liste des organisations terroristes et libération des prisonniers

✘ dénonciation de l'hypocrisie des pays financeurs

Robert Aarsse

Russie / Ukraine

30

DE LA CRISE UKRAINIENNE 2

Texte collectif
de membres
de la Commission
Transnationale
et de la Commission
Europe, adopté
par le Bureau
de la Commission
Transnationale

EELV accueille positivement l'annonce de cessez-le-feu décidé à Minsk entre le gouvernement de Kiev et les séparatistes du Donbass sous l'égide de l'OSCE.

L'Ukraine est depuis plusieurs mois dans une situation de conflit ouvert, mêlé d'une ingérence étrangère, attestée et quasiment reconnue par la Russie, qui fait peser de lourdes menaces d'escalade militaire sur l'unité de l'Ukraine avec des répercussions aussi sur l'ensemble du continent européen.

D'une part, l'ingérence étrangère est inacceptable, d'autant plus provenant d'un pays membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et par conséquent en charge du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

A ce titre, EELV réaffirme le principe d'inviolabilité des frontières, inscrit dans l'article 2-4 de la Charte de l'ONU, et dans l'article 1-III de l'Acte final de la



Rencontre Poutine-Porochenko, à Minsk, Août 2014

Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. La Russie qui prend part à ces deux organisations internationales, et qui aspire à voir son rôle international prendre de l'ampleur, doit se montrer une nation responsable et respectueuse de ces principes.

D'autre part, la confrontation militaire entre les forces sécessionnistes et l'état Ukrainien doit être traitée par une solution politique amenant à la table des négociations toutes les parties prenantes. Le cessez-le-feu est un premier pas sur ce chemin. Les belligérants et la communauté internationale se doivent de pérenniser cette mesure.

Afin d'aller vers une solution politique durable il faut rechercher :

✘ le démantèlement sous contrôle international de toutes les parties en conflit. Cette tâche peut-être prise en charge par les Casques bleus dont seront exclus les pays prenant part au conflit ;

✘ la tenue d'une consultation démocratique à l'échelle du territoire ukrainien et sous les auspices de l'OSCE sur le contenu de cet accord de paix ;

✘ dans cette attente, la reconnaissance par les voisins de l'Etat ukrainien des frontières internationales établies par des précédents accords internationaux ;

Russie / Ukraine

31

✘ la tenue rapide d'élections législatives sur l'ensemble du territoire ukrainien.

En attendant le règlement politique du différend ukrainien, la France et l'Union européenne sont fondées à exercer des pressions à l'encontre de la Russie pour qu'elle cesse cette ingérence et vienne à la table des négociations. Cependant ces pressions ne peuvent prendre qu'une forme diplomatique, politique et économique, et non militaire pour éviter toute escalade.

Pour que de telles négociations aient une chance de s'ouvrir et de réussir, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN doit être proscrite de façon explicite, car elle constituerait un casus belli pour la Russie.

EELV s'inquiète de la décision de l'OTAN en vue du renforcement de la « force de réaction rapide » qui pourrait faire augmenter la tension dans la région entre la Russie et l'Europe, déjà très dégradées depuis la mise en œuvre du bouclier antimissile.

Les sanctions économiques ciblées sur les personnalités, soutien du régime de Vladimir

Poutine, ont déjà des résultats tangibles à l'intérieur de la Russie et peuvent être élargies et approfondies.

Dans ce cadre, EELV dénonce fermement la visite à Paris de deux personnalités russes visées par ces sanctions MM Serguei Narychkine, Président de la Douma, et Leonid Sloutsky, député russe et leur rencontre avec une série de parlementaires français minant ainsi l'efficacité des sanctions.

EELV prend note également de la décision du Président français de surseoir la livraison des Mistral dans le cadre des sanctions économiques décidées par l'Union Européenne. Les coûts éventuels de la suspension des Mistral en attendant le règlement pacifique, devront être portés par l'Union européenne, puisque la suspension découle d'une décision de cette dernière instance.

EELV regrette qu'une nouvelle fois dans l'affaire ukrainienne, l'Union européenne n'a pas su parler d'une seule voix laissant ainsi l'initiative au seul Président russe.

A long terme, l'Union européenne doit se dégager de la dépendance vis-à-vis de l'OTAN pour sa sécurité et créer une défense européenne commune, outil d'une diplomatie commune. A ce titre, la suspension de la vente des Mistral, et la mutualisation du coût de cette décision à l'échelle européenne, constitue un premier pas dans la création d'une défense européenne commune, avec la mutualisation des dépenses liées à l'industrie militaire.

EELV réitère ses craintes vis à vis d'une dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Il est urgent que l'Union européenne s'engage dans une transition énergétique couplant le développement des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique afin, entre autres, de se dégager de la dépendance aux hydrocarbures provenant de Russie.

ATELIER RUSSIE :

Quelle réponse politique face à l'offensive de Poutine ?

<http://transnationale.eelv.fr/2014/09/02/quelle-reponse-politique-face-a-loffensive-de-poutine/>

Planète Verte

Imprimée en octobre 2014

Pour toute information sur la commission Transnationale d'Europe Écologie Les Verts,
rendez-vous à l'adresse suivante :

<http://transnationale.eelv.fr>

Responsable de la commission :

Françoise Alamartine
0637324246
francoise.alamartine@wanadoo.fr

Groupe Afrique - co-responsables :

Benjamin Bibas : benjamin.bibas@noos.fr
Agnès Joignerez : agnezjoi@yahoo.fr

Groupe Amérique Latine - co-responsables :

Nathanael Legeard : nathanael.legeard@gmail.com
Gilles Seignan : gilles.seignan@laposte.net

Groupe Asie :

Benjamin Joyeux : benjaminjoyeux@gmail.fr

Groupe Coopération et développement - co-responsables :

Abdessalam Kleiche : abdessalam.kleiche@gmail.com
Christine Surdon : ch.surdon@gmail.com

Groupe Maghreb :

Catherine Belkhodja : karedas.livres@gmail.com

Groupe Moyen Orient :

Cecilia Joxe : ceciliaj@noos.fr

Sous-groupe Syrie :

Marie Pierre Marchand : eelv-syrie@laposte.net

Groupe Russie

Anne Rio : anne.rio@gmail.com

